



VALNEVA

Société Européenne à directoire et conseil de surveillance

Capital social: 11 383 243,14 €

Siège social: World Trade Center Lyon, Tour Oxygène,

10-12 Boulevard Marius Vivier Merle, 69003 Lyon

R.C.S. Lyon 422 497 560

FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU DE PROCURATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE CONVOQUÉE POUR LE 30 JUIN 2016 À 14H,
A L'HÔTEL SOFITEL – 20 QUAI GAILLETON, 69002 LYON

IMPORTANT : *avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées en page 6 et suivantes du présent document.*

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER EN PAGE 5

NOM – Prénom / Raison sociale de l'actionnaire* : _____

Adresse de l'actionnaire* : _____

** Informations obligatoires.*

L'actionnaire est prié d'inscrire très exactement son nom (en majuscules d'imprimerie) et prénom usuel - ou, en cas d'actionnaire personne morale, sa Raison sociale - ainsi que son adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, il est demandé à l'actionnaire (ou son représentant) de les vérifier et éventuellement de les rectifier.

Cadre réservé à la Société

Identifiant : _____

Nombre d'actions :

- au nominatif : _____

- Droits de vote simple : _____

- au porteur : _____

- Droits de vote double : _____

Nombre total de voix : _____

☐**I. « JE VOTE PAR CORRESPONDANCE. »**

(Veuillez svp vous reporter au (3) du cadre « Instructions », ci-après, en page 7)

1. Projet de résolutions présentées ou agréés par le directoire

Je vote en cochant la case correspondant à mon choix :

| | VOTE FAVORABLE | VOTE DEFAVORABLE | ABSTENTION (l'abstention est exclue du décompte des voix exprimées) |
|-----------------|-------------------|------------------|--|
| Résolution n°1 | | | |
| Résolution n°2 | | | |
| Résolution n°3 | | | |
| Résolution n°4 | | | |
| Résolution n°5 | | | |
| Résolution n°6 | | | |
| Résolution n°7 | | | |
| Résolution n°8 | | | |
| Résolution n°9 | | | |
| Résolution n°10 | | | |
| Résolution n°11 | | | |
| Résolution n°12 | | | |
| Résolution n°13 | | | |
| Résolution n°14 | | | |
| Résolution n°15 | | | |
| Résolution n°16 | | | |
| Résolution n°17 | | | |
| Résolution n°18 | | | |
| Résolution n°19 | | | |
| Résolution n°20 | | | |
| Résolution n°21 | | | |



| | VOTE FAVORABLE | VOTE DEFAVORABLE | ABSTENTION (l'abstention est exclue du décompte des voix exprimées) |
|-----------------|-------------------|------------------|--|
| Résolution n°22 | | | |
| Résolution n°23 | | | |
| Résolution n°24 | | | |
| Résolution n°25 | | | |
| Résolution n°26 | | | |
| Résolution n°27 | | | |
| Résolution n°28 | | | |
| Résolution n°29 | | | |
| Résolution n°30 | | | |
| Résolution n°31 | | | |
| Résolution n°32 | | | |
| Résolution n°33 | | | |
| Résolution n°34 | | | |
| Résolution n°35 | | | |

2. Projets de résolutions non présentés ou non agréés par le directoire

Je vote en cochant la case correspondant à mon choix :

| | VOTE FAVORABLE | VOTE DEFAVORABLE | ABSTENTION (l'abstention est exclue du décompte des voix exprimées) |
|--------------|-------------------|------------------|--|
| Résolution A | | | |
| Résolution B | | | |
| Résolution C | | | |
| Résolution D | | | |
| Résolution E | | | |

**3. Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en Assemblée* :**

| | |
|--|--|
| « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée de voter en mon nom. » (Veuillez svp vous reporter au (4) du cadre « Instructions », ci-après, en page 7) | |
| « Je m'abstiens. » (l'abstention est exclue du décompte des voix exprimées) | |
| « Je donne procuration pour voter en mon nom à : (Veuillez svp vous reporter au (4) du cadre « Instructions », ci-après, en page 7) <i>NOM-Prénom / Raison sociale (à compléter) :</i> _____ _____ <i>Adresse (à compléter) :</i> _____ _____ _____ _____ | |

**Je coche la case correspondant à mon choix.*



- ☐ **II. « JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. »**
(Veuillez svp vous reporter au (4) du cadre « Instructions », ci-après, en page 7)

Veuillez uniquement dater et signer ci-après, dans le cadre réservé à cet effet.

- ☐ **III. « JE DONNE POUVOIR À : (toute autre personne de votre choix)**
(Veuillez svp vous reporter au (4) du cadre « Instructions », ci-après, en page 7)

NOM-Prénom / Raison sociale (à compléter) : _____

Adresse (à compléter) : _____

POUR ME REPRÉSENTER A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 30 JUIN 2016. »

Date et signature* :

* En cas d'actionnaire personne morale, indiquer svp le nom, prénom et qualité du signataire représentant.

De manière générale, si le signataire n'est pas l'actionnaire lui-même (par exemple, établissement financier agissant pour le compte de l'actionnaire, administrateur légal, tuteur etc....), mentionner svp son nom, prénom et la qualité en laquelle il signe ce formulaire.



INSTRUCTIONS

(1) GÉNÉRALITES

Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R. 225-76 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-77 du Code de commerce :

- + Quelle que soit l'option choisie, l'actionnaire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet en page 1, son nom (en majuscules), prénom usuel - ou en cas de personne morale, sa dénomination sociale - et son adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, l'actionnaire doit les vérifier, et éventuellement les rectifier.
- + Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir à la Société **3 jours au moins avant la date de l'Assemblée (soit au plus tard le 26 juin 2016 à 23h59, heure de Paris)**, par courrier, par fax ou par email :
 - Adresse : Valneva SE, Service Juridique, 6 rue Alain Bombard, 44800 Saint-Herblain, France
 - Fax : 02.28.07.37.11
 - Email : assemblee.generale@valneva.com

Attention : concernant les actionnaires au porteur, merci de nous retourner le présent formulaire dûment rempli et signé, accompagné de votre attestation de participation délivrée par votre intermédiaire financier, teneur de votre compte-titres.

En présence de titres au porteur, les présentes instructions de vote que vous avez données ne seront en effet valides que si les titres correspondants ont été immobilisés, dans les délais prévus, par l'établissement financier qui tient votre compte-titres.

Le formulaire adressé pour cette Assemblée vaut pour les autres Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R. 225-77, alinéa 3 du Code de commerce).

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à cette Assemblée.

A défaut d'assister personnellement à cette Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- voter par correspondance ;
- adresser une procuration à la Société sans indication du mandataire, c'est-à-dire donner pouvoir au Président de l'Assemblée ;
- donner procuration à une personne physique ou morale de leur choix.

Dans ce cas, l'actionnaire doit, en page 2 et/ou 5 du présent document, cocher la ou les case(s) correspondant aux possibilités précitées, compléter les informations requises, puis dater et signer en fin de formulaire, en page 5.

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, LA SIGNATURE DE L'ACTIONNAIRE OU DE SON REPRÉSENTANT EST INDISPENSABLE.



LES OPTIONS « JE VOTE PAR CORRESPONDANCE » ET « JE DONNE POUVOIR... » NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉES POUR UNE MÊME RÉOLUTION.

De ce fait, en cas de retour de la formule de procuration et du formulaire de vote par correspondance en violation de la règle qui précède, la formule de procuration est prise en considération, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

(2) RÉOLUTIONS

Le texte des résolutions figure parmi la documentation jointe au présent formulaire, en application de l'article R. 225-81 du Code de commerce.

(3) VOTE PAR CORRESPONDANCE

Article L. 225-107 du code de Commerce :

« I. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

II. Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. »

Il est toutefois précisé qu'en application de l'article L. 229-8 du Code de commerce, et s'agissant d'une Société Européenne, la majorité requise pour l'adoption des décisions de l'Assemblée est calculée en fonction des voix exprimées, de sorte que l'abstention, le vote blanc ou nul n'équivaut pas à un vote de rejet de la résolution. Les dispositions contraires de l'article L. 225-107 du Code de commerce ne s'appliquent pas.

Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement cocher la case « Je vote par correspondance », en page 2.

Pour les projets de résolution agréés ou non par le Directoire (cf. pages 2 et 3), il vous est demandé de voter résolution par résolution et de cocher la case correspondant à votre choix.

En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'Assemblée (cf. page 4), il vous est demandé d'opter entre trois solutions (pouvoir au Président de l'Assemblée Générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée) en cochant la case correspondant à votre choix.

(4) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, OU POUVOIR À PERSONNE DÉNOMMÉE

Si vous désirez donner pouvoir sans désignation de mandataire (et de ce fait, donner pouvoir au Président de l'Assemblée), ou donner pouvoir à tout autre personne de votre choix, vous devez obligatoirement cocher la case appropriée - « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée » ou « Je donne pouvoir à [...] pour me représenter à l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016 ») - en page 5.

**Article L. 225-106 du Code de Commerce :**

« I.- Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :

1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;

2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.

II.- Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

III.- Avant chaque réunion de l'Assemblée Générale des actionnaires, le Président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'Assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'Assemblée Générale Ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société.

Cette consultation est également obligatoire lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71.

Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant. »

Il est par ailleurs rappelé, en vertu de l'article L. 225-106-1 du Code de commerce, que dans l'hypothèse d'un mandat où l'actionnaire souhaite se faire représenter par une autre personne que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un PACS, cet actionnaire doit être informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :



- 1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, la société dont l'Assemblée est appelée à se réunir ;
- 2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;
- 3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;
- 4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.

Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.

Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits susmentionnés, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.

La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.

Par ailleurs, il résulte de l'article L. 225-106-2 du Code de commerce que toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'Assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106 du Code de commerce, rend publique sa politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'Assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.

A noter que le Tribunal de Commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute Assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'article L. 225-106-1 du Code de commerce ou des dispositions de l'article L. 225-106-2 du Code de commerce. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.

Le Tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2 du Code de commerce.